

Appel à communications

Enjeux et perspectives du référendum écossais pour le Royaume-Uni et pour l'Europe

Colloque international 25-26 septembre 2015

CRINI - Université de Nantes

Please scroll down for the English version

Le 18 septembre 2014, soit dix-sept ans après avoir approuvé à une très large majorité (74,3%) la proposition du gouvernement britannique de l'époque de mettre en place à Édimbourg un parlement doté de compétences législatives dans des domaines tels que l'éducation ou la santé, les électeurs écossais ont répondu 'Non' à 55,3% à la question qui leur était posée par le gouvernement écossais, à savoir « L'Écosse devrait-elle être un pays indépendant ? ».

Ce résultat va-t-il/peut-il mettre un terme une fois pour toutes au débat sur l'indépendance de l'Écosse dont le SNP (Scottish National Party) au pouvoir à Édimbourg depuis le printemps 2007 a fait son cheval de bataille ? La victoire du 'Non' signifie-t-elle que les Écossais se sont prononcés définitivement pour le maintien de l'Écosse au sein du Royaume-Uni, comme l'ont affirmé les chefs de file des partis travailliste, conservateur et libéral-démocrate écossais, qui ont fait campagne ensemble pour la défense de l'Union?

Rien n'est moins certain. En témoigne notamment le nombre de nouvelles adhésions enregistrées par les trois partis écossais favorables à l'indépendance dans les jours qui ont suivi le référendum.¹ Par ailleurs, le Parti conservateur, le Parti travailliste et les Libéraux-Démocrates n'ont pas seulement promis de légiférer à Westminster afin d'accroître les pouvoirs du parlement d'Édimbourg si les Écossais votaient majoritairement pour rester dans l'Union. Ils se sont même engagés ensemble sur un calendrier précis prévoyant la présentation de leurs propositions au mois de janvier 2015.

Dans ces circonstances, s'il ne fait aucun doute que le 18 septembre les Écossais ont dit 'Non' à l'indépendance, le résultat du référendum peut également être interprété comme un assentiment donné aux promesses des défenseurs de l'Union d'étendre les pouvoirs du parlement écossais.

Le Premier ministre britannique l'a du reste lui-même reconnu dans sa déclaration officielle du 19 septembre sur le résultat du référendum : «Scotland voted for a stronger Scottish Parliament backed by the strength and security of the United Kingdom ». Aussi David

¹ En l'espace de deux semaines le SNP et les Verts écossais (Scottish Greens) ont vu leur nombre d'adhérents tripler et atteindre les chiffres de 75 000 et 6 000 respectivement. Le parti socialiste écossais (Scottish Socialist Party) a également enregistré dans une moindre mesure une augmentation du nombre de ses adhérents.

Cameron a-t-il immédiatement annoncé la mise en place d'une commission indépendante chargée de faire des propositions visant à mettre en œuvre les engagements pris auprès des électeurs écossais pendant la campagne. Mais, dans le même temps, soucieux de répondre notamment à la demande pressante de la part des députés conservateurs anglais² de voir le gouvernement limiter le droit de vote sur les projets de loi s'appliquant exclusivement en Angleterre aux seuls députés représentant des circonscriptions anglaises ('English votes for English laws'), le Premier ministre a ajouté : « Just as the people of Scotland will have more power over their affairs, so it follows that the people of England, Wales and Northern Ireland must have a bigger say over theirs ».

Il apparaît donc que les propositions à venir sur l'extension des pouvoirs du parlement écossais s'inscrivent désormais dans un projet plus ambitieux portant sur la gouvernance des quatre nations composant le Royaume-Uni. En outre, le Premier ministre souhaite que les projets de réforme soient mis en place conjointement dans l'ensemble des territoires. Cependant, tant sur la question du vote des lois concernant l'Angleterre que sur le calendrier des réformes, ni le Parti travailliste ni les Libéraux-Démocrates ne sont d'accord avec ce que préconisent les Conservateurs.

Depuis la mise en œuvre des projets de dévolution pour l'Écosse et le pays de Galles à la fin des années 1990, quel que soit le parti au pouvoir à Londres, la question de l'extension des pouvoirs transférés à l'assemblée galloise ou au parlement écossais s'est imposée de façon récurrente dans le débat politique britannique, dès le début des années 2000, dans le premier cas, après l'arrivée au pouvoir du SNP en 2007, dans le second. Au total, quatre commissions indépendantes, trois au pays de Galles (Richard, Holtham et Silk) et une en Écosse (Calman), ont été mises en place entre 2002 et 2011, deux lois ont été votées accordant davantage de pouvoirs à l'assemblée galloise (Government of Wales Act 2006) et au parlement écossais (Scotland Act 2012), et un projet de loi (Wales Bill) est en cours d'examen à Westminster.

Le débat politique promet-il, dans la seconde moitié des années 2010, d'être dominé également par la réforme de la constitution britannique et de la gouvernance des quatre nations du Royaume-Uni ? Dans la perspective des élections législatives britanniques du printemps 2015, et dans le contexte de la montée en puissance du parti populiste anti-européen UKip, une autre question promet d'occuper une place centrale dans le débat public en Grande-Bretagne, celle de la place du Royaume-Uni au sein de l'Union européenne. Quelle que soit l'issue du scrutin, que les électeurs britanniques soient consultés ou non sur l'avenir du Royaume-Uni dans l'Union européenne, la question est de nature à susciter des frictions politiques sérieuses entre les nations réputées 'europhiles' que sont l'Écosse et le pays de Galles, et l'Angleterre plus ambiguë sur son identité européenne.

Par ailleurs, le référendum écossais a été suivi avec une attention toute particulière dans l'ensemble de l'Union européenne, où la crainte de voir s'étendre à d'autres régions/nations la demande d'une consultation populaire du même ordre était bien réelle. Aussi les dirigeants européens ont-ils exprimé leur soulagement, au lendemain du 18 septembre, face à l'issue d'un vote qui pouvait à terme poser les prémices d'une reconfiguration à venir de l'Union européenne. A ce propos, le président du Parlement européen, Martin Schultz, non seulement

² Rappelons que le Parti conservateur n'a qu'un seul député représentant une circonscription écossaise à la Chambre des Communes.

s'est félicité pour le Royaume-Uni et pour l'Europe du 'Non' des Écossais à l'indépendance, mais il a également souligné la valeur d'exemple que l'expérience écossaise pouvait selon lui revêtir au sein de l'Union européenne: « Si l'on arrive maintenant en Écosse à une auto-détermination raisonnable culturelle, économique [...] tout en restant dans le Royaume-Uni, alors cela peut devenir un modèle qui peut contribuer à satisfaire d'autres régions ». ³ Le résultat du référendum écossais peut-il inciter d'autres régions/nations en Europe, la Catalogne, le pays Basque ou la Flandre par exemple, à se satisfaire d'une autonomie limitée à l'intérieur des États existants ?

Parmi les sujets pouvant être abordés :

- Les relations intergouvernementales à l'intérieur du Royaume-Uni : représentativité et légitimité politique du cadre institutionnel britannique, nouvelle distribution des pouvoirs entre les différents niveaux de gouvernance ;
- 15 ans de dévolution asymétrique : l'impact de l'exemple écossais sur le reste du Royaume-Uni – émergence de la « question anglaise » ; exemple à suivre pour le pays de Galles ?
- Les identités nationales en question : identité britannique et identités écossaise, galloise, anglaise ;
- Les nationalismes écossais, gallois et anglais face à l'Union européenne ;
- La question de l'intégrité territoriale du Royaume-Uni vue d'Europe continentale ;
- l'impact du vote écossais sur les mouvements nationalistes dans l'Union européenne ;

Les communications pourront être présentées en français ou en anglais.

Les propositions de communication (500 mots maximum) sont à envoyer à Annie Thiec (annie.thiec@univ-nantes.fr) ou à Paul Lees (paul.lees@univ-nantes.fr) pour le 31 janvier 2015.

³ *Le Point*, 19 septembre 2014.

Call for papers

The issues raised by the Scottish referendum and its impact on the future of the United Kingdom and Europe

International Symposium

25-26 September 2015

CRINI – University of Nantes

On 18 September 2014, precisely seventeen years after agreeing by a very considerable majority (74.3%) to the British Government's proposal to set up in Edinburgh a Parliament with legislative powers in areas such as education and health care, Scottish voters said 'No' by a majority of 55,3% to the question posed by the Scottish Government, namely "Should Scotland be an independent country?"

Will or can this result put an end once and for all to the debate on Scottish Independence which has become a banner call for the SNP (Scottish National Party), in power in Edinburgh since Spring 2007? Does the victory for the 'No' camp mean that the Scots have now spoken definitively for Scotland remaining inside the United Kingdom, as was claimed by the leaders of the Labour Party, the Conservatives and the Liberal Democrats, who campaigned together to preserve the Union?

Nothing is less certain, as is shown by the number of new members signed up by the three Scottish parties in favour of independence, in the days following the referendum.⁴ Moreover, the Conservative, Labour and Liberal Democrat Parties not only promised to introduce legislation at Westminster to increase the powers of the Edinburgh Parliament if the Scots decided to remain inside the Union, but they have even committed themselves to a precise timetable, with the presentation of their proposals planned for January 2015.

In these circumstances, if there is no doubt about the 'No' to independence vote expressed on 18 September by the Scots, the referendum result can also be interpreted as consent given to the promises to increase the powers of the Scottish Parliament, made by those who defended the Union.

Besides, the British Prime Minister has himself recognised in his official statement on the referendum result, made on 19 September: «Scotland voted for a stronger Scottish Parliament backed by the strength and security of the United Kingdom ». Consequently David Cameron announced straightaway the setting up of an independent commission to make proposals designed to implement the commitments made to the Scottish voters during the campaign. At

⁴ In the space of a fortnight the SNP and the Scottish Greens saw their parties treble in size, reaching 75,000 members for the former and 8,000 members for the latter. The Scottish Socialist Party also registered, though to a lesser degree, an increase in its membership.

the same time, however, concerned about, among other things, the need to satisfy the urgent demands expressed by English Conservative MP's to get the Government to limit voting rights only to MP's for English constituencies for bills applicable only to England ('English votes for English laws'), the Prime Minister added: « Just as the people of Scotland will have more power over their affairs, so it follows that the people of England, Wales and Northern Ireland must have a bigger say over theirs ».

It appears that the forthcoming proposals on the extension of powers for the Scottish Parliament are now to be considered as part of a more ambitious plan concerning the governance of the four nations which make up the United Kingdom. Furthermore, the Prime Minister intends to introduce these reform plans at the same time in all parts of the country. Nevertheless, as much on the question of English votes for English laws as on the timetable for reforms, neither the Labour Party nor the Liberal Democrats are in agreement with what is proposed by the Conservatives.

Since the implementation of devolution plans for Scotland and Wales at the end of the 1990's, whichever the party in power in London, the question of the extension of powers transferred to the Welsh Assembly or the Scottish Parliament has regularly come to the fore in the political debate in Britain, in the first case, at the beginning of the 2000's and in the second, with the coming to power of the SNP in 2007. In all, four independent commissions, three in Wales (Richard, Holtham and Silk) and one in Scotland (Calman), were set up between 2002 and 2011, two laws were passed, giving more powers to the Welsh Assembly (Government of Wales Act 2006) and to the Scottish Parliament (Scotland Act 2012), and a bill (Wales Bill) is in the process of being examined in Westminster.

Is the political debate going to be dominated in the second half of the 2010's by the reform of the British constitution and the governance of the four nations of the United Kingdom? Looking forward to the Spring 2015 UK General Election and in the context of the surge in support for the anti-European populist party, UKip, another issue will surely take centre stage in the public debate in Britain – the United Kingdom's place in the European Union. Whatever the result of the General Election, whether British voters are to be consulted or not on the future of the UK within the EU, the question is bound to raise serious political frictions between the nations considered to be 'europhile' (Scotland and Wales) and England, considered to be more ambiguous about its European identity.

Furthermore, the Scottish referendum has been followed with great attention throughout the European Union, where there is a real fear of demands for popular consultations of a similar type spreading to other regions and nations. As a result, European leaders expressed their relief the day after the referendum, at the outcome of a vote which could eventually be the first signs of a future reconfiguration of the European Union. In this connection, the President of the European Parliament, Martin Schultz, was not only pleased for the United Kingdom and Europe with the 'No' to independence Scottish vote, but he also underlined the exemplary nature the Scottish experience could, in his opinion, provide for the European Union. "If in Scotland it is possible to achieve a reasonable level of self-determination in the fields of culture and the economy [...] while remaining part of the United Kingdom, then that could

serve as a model satisfactory to other regions ». ⁵ Could the result of the Scottish referendum incite other regions or nations in Europe, such as Catalonia, the Basque Country or Flanders, to be satisfied with a limited degree of autonomy within existing states?

Possible topics may include:

- Intergovernmental relations within the United Kingdom: representativity and political legitimacy of the UK institutional framework, new sharing of powers between the different levels of governance;
- 15 years of asymmetric devolution: the impact of the example of Scotland on the rest of the United Kingdom – the emergence of the “English question”; will Wales follow this example?
- National identities in question: British identity; Scottish, Welsh and English identities;
- Scottish, Welsh and English nationalism in the face of the European Union;
- The question of British territorial integrity as seen from a European perspective;
- The impact of the Scottish vote on nationalist movements in the European Union;

Papers may be presented in English or in French.

Please send a 500 word abstract of your proposal to Annie Thiec (annie.thiec@univ-nantes.fr) or Paul Lees (paul.lees@univ-nantes.fr) by 31 January 2015.

⁵ *Le Point*, 19 September 2014.